OTR OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Payez vos **Impôts en ligne**
via **https://e-services.otr.tg/**

Flooz, Togo Telecom, DTGI, Ecobank, Orange Money, MTN

Hebdomadaire Togolais Indépendant **250 FCFA**
NI NEUTRE, NI PARTISAN

Downia

Le Monde
MEMBRE: MEDIAF

N° 657 du 27 / 05 / 2020

Meurtre de Agbendé-Kpessou Héga à Avédji **P.4**

La mort de trop !

P.M. Selom Klassou

Bientôt un mois après la prestation de serment de Faure

Et si Klassou démissionnait pour mettre fin à la polémique ? **P.3**

Agriculture **P.7**
Plusieurs Coronavirus chez les volailles

Crise postélectorale

Fulbert Attisso vent debout contre ses pairs de l'opposition **P.3**

Fulbert Attisso

Covid-19

Les ressortissants chinois offrent 10 000 masques pour la Police Nationale **P.6**

Fait divers

Le prêtre fumait du cannabis avec les enfants de chœur

Un jeune prêtre polonais a été interpellé par la police pour avoir partagé un joint de cannabis avec deux enfants de chœur de 16 et 17 ans, a indiqué mardi la police polonaise.

Après avoir repéré la voiture du prêtre, garée lundi soir dans la forêt aux alentours de la ville de Gliwice (sud), la patrouille de police s'est approchée et a pris en flagrant délit le jeune prêtre de 26 ans et les deux garçons, issus tous les trois de la même paroisse.

"Quand j'ai ouvert la porte de la voiture, la fumée est sortie et en respirant, j'ai tout de suite su que c'était du cannabis", a expliqué un policier, cité par le quotidien Gazeta Wyborcza.

Visiblement partisan de la retraite spirituelle en forêt après une longue journée de prières, le jeune vicaire de la paroisse de Saint-Barthélémy était en possession de 2,4 grammes de cannabis, selon le porte-parole de la police locale.

La curie diocésaine n'a pas souhaité commenter l'incident. "Tout ce que nous savons pour le moment, c'est que le prêtre n'est pas rentré pour la nuit dans sa paroisse. Nous sommes en train de vérifier les informations sur son interpellation", a déclaré un responsable de la curie, le père Marcin Krolik, cité par le journal.

Dounia Le Monde

Édité par le Groupe de Presse « Matinée Internationale »

Récépissé N° 24 du 1er août 1998

BP: 30277

Email: dlamatine1@gmail.com

Siège: Agoè sur la route de contournement

20ème année

Directeur de Publication:

Joachim Kokou LOKO

Cél: 90 33 54 86

Rédacteur en chef:

Régis TALIKPÉTI

Cél: 90 88 11 65

Rédaction:

Jean-Jacques OMA-IRE

Jean H.

André BABA

Othniel Papasron

Jean Jacques Mawu

Imprimerie:

RAD Graphic

Comment ça va ?

Très bien: Koutéra Bataka

« Les importateurs et distributeurs de produits carnés, ne pourront désormais plus importer de produits avicoles sans une autorisation formelle signée par le ministre chargé de la production animale et halieutique ». Cette décision qui a pris effet depuis le 18 mai 2020 a été signée du ministre en charge de la production animale, Koutéra Bataka. Cette décision est salutaire à plusieurs titres il faut le signaler. D'abord elle est un ouf de soulagement pour les acteurs de cette filière confrontée à une concurrence déloyale des importateurs, ceux-ci proposant des produits deux fois moins chers. Ensuite, c'est un problème de santé publique qui est résolu, puisque ces produits sont généralement d'une qualité très douteuse, s'ils ne sont pas carrément avariés. Enfin, c'est l'économie en général qui est sauvée. Le ministre Bataka au titre de cet engagement patriotique il faut le dire, est hautement à féliciter.

Bien: Yark Dameham

Un jeune froidement abattu par un corps habillé. Il n'y a rien de plus révoltant. Cette scène qui s'est déroulée la semaine dernière à Avédji San city a indigné plus d'un, suscitant des condamnations en cascade. Cette mort du jeune homme laveur de voitures et de motos avait même donné lieu d'affrontement entre forces de sécurité et jeunes du quartier. Mais ce qui est rassurant dans ce drame, c'est la sortie du ministre de la Sécurité et de la protection sociale, Yark Dameham, lequel a promis une enquête, avec des mesures exemplaires contre le responsable. Il faut saluer cette prompt réaction du ministre de la Sécurité, une sortie qui va calmer les ardeurs des brebis égarées, ceux-là qui ternissent l'image des corps habillés avec des actes contre humanité. Reste à rendre public des sanctions prises pour rassurer le peuple et décourager les autres.

Mal: Omar Al Bechir

3,5 à 4 milliards de dollars saisis en moins de six mois dans la galaxie Béchir. Ces biens vont de l'argent, de biens immobiliers ou encore de parts dans des sociétés. Il faut dire tout simplement que c'est ahurissant que l'ancien président soudanais et son clan puissent disposer des sommes colossales alors que les Soudanais eux autres tirent le diable par la queue. Cela prouve tout simplement que ce Président n'avait pas du tout à cœur le bonheur de son peuple, et que lui importait, sa sécurité financière et celle des siens. Les Soudanais avaient donc raison de le déboulonner du pouvoir.

Covid-19

L'UE au chevet de 80 000 personnes vulnérables

80 000 personnes, ciblées dans 300 quartiers de 04 préfectures du Grand Lomé, Tchaoudjo et Tône bénéficieront à partir de ce mardi d'une aide d'urgence et d'un appui à la résilience face au Covid-19.

L'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb) lance en effet ce

sur les mesures barrières. Il vise en outre à offrir aux communautés ciblées des dispositifs de lavage des mains, et à apporter un appui en produits alimentaires de première nécessité aux plus vulnérables.

L'initiative, si elle est pilotée

jour un Projet de sensibilisation et d'appui à la résilience des communautés à la base face au choc de la pandémie. Le projet, financé à hauteur de 65 millions FCFA par l'Union Européenne, a pour objectif de sensibiliser les populations de ces préfectures qui sont les plus touchées, sur la pandémie et

par l'Anadeb, sera exécutée dans une approche participative avec les communes et les communautés cibles.

Cette nouvelle action de la Délégation européenne intervient quelques semaines seulement après l'aide aux professionnels des médias et aux établissements de détention.

Fait divers

Drame à Cocody Un vigile viole une servante et la tue dans un incendie

Un drame s'est produit hier à Cocody cité Vallon Sipim. Dans la nuit du mardi 24 au mercredi 25 octobre, a appris notre source, il ressort des faits qu'un vigile a tué une servante et incendié le domicile où lui et sa victime travaillent, sûrement dans l'intention de masquer son crime. Mais sa victime a fini par le dénoncer avant de rendre l'âme.

En effet, les sapeurs-pompiers qui sont intervenus en premier sur les lieux pour éteindre l'incendie, ont découvert à l'intérieur du domicile une jeune femme à moitié brûlée, en souffrance cardio-respiratoire, et présentant de grosses entailles à la nuque, à l'épaule et au cou. La victime tenait à prononcer ses dernières paroles aux policiers, car sentant sa fin proche, a raconté en quelques mots ce qui s'est passé, avant de pousser son

dernier souffle. « C'est le gardien qui m'a violée et m'a poignardée. Puis il a mis le feu à la maison pour faire croire autre chose ».

Face à un tel aveu qui fait de lui le suspect numéro 1, il a été mis aux arrêts. Il continue cependant de nier les faits, en dépit d'autres preuves accablantes également recueillies sur les lieux du drame par les enquêteurs, rapporte notre source.

Selon des témoignages, au soir du drame, la maison était seulement occupée par ces deux personnes au cœur du drame. Le propriétaire étant régulièrement absent. « Au moins le vigile reconnaît ses détails, mais il ne serait pas prêt de coopérer, précisent les premiers détails de l'interrogatoire.

À noter que les techniciens de scène de crime ont écarté toute hypothèse d'intrusion au domicile après ouverture d'enquête »

Bientôt un mois après la prestation de serment de Faure

Et si Klassou démissionnait pour mettre fin à la polémique ?

Le Premier ministre Komi Sélom Klassou joue-t-il à la prolongation ? Plus de trois semaines après la prestation de serment du président Faure Gnassingbé pour son nouveau quinquennat, toujours pas de démission du chef du gouvernement sortant pour entrevoir la formation d'une nouvelle équipe gouvernementale. L'attente devient trop longue et le sujet est au cœur des débats car bon nombre de Togolais qui ont du mal à expliquer cette prolongation que joue le PM Klassou et son équipe.

Le 22 février, le président de la République a été réélu pour un nouveau quinquennat qu'il a placé sous le signe de la « consolidation des acquis ». C'est ainsi que le 3 mai dernier, le président Faure a officiellement prêté serment devant la Cour constitutionnelle. Bon nombre de Togolais avaient alors cru que les choses devraient aller un peu plus vite surtout avec cette crise sanitaire liée à la pandémie de coronavirus qui met à rude épreuve l'économie. Mais chose curieuse, plus de 3 mois après l'élection présidentielle et 3 semaines après la prestation de serment du président, rien ne filtre comme information sur la démission du chef de

gouvernement sortant. Selon la Constitution togolaise en ses articles 63, 64 et 65, le président de la République entre en fonction quinze jours qui suivent la proclamation des résultats de l'élection présidentielle. Avant son entrée en fonction, il prête serment devant la Cour Constitutionnelle. Il nomme son Premier ministre, il nomme les autres membres du gouvernement. Cette longue attente donne place à des rumeurs les plus folles sur la toile. Ainsi, dimanche en lieu et place d'une vraie démission, les rumeurs ont inondé la toile notamment les réseaux sociaux sur la démission du PM Klassou. Des rumeurs qui sont vite démenties. L'équipe Klassou formée à

l'issue des législatives du 22 décembre 2018, continue à être aux affaires alors que des défis de taille attendent une nouvelle équipe gouvernementale notamment juguler la crise sanitaire liée à la pandémie de coronavirus. Or l'équipe sortante voit sa marge de manœuvre très limitée car ne peut plus prendre certaine grande décision qui engage l'Etat togolais. Qu'est-ce qui explique alors le record de longévité et cette prolongation déconcertante de M. Klassou ? Rien apparemment ne peut l'expliquer. L'élégance et la bonne gouvernance demandent que rapidement Klassou rende le tablier. Même s'il pourra être reconduit après, au moins la

PM. Selom Klassou

tradition républicaine serait vite respectée. Mais telle que les choses se passent actuellement les Togolais auront raison de faire des supputations. Et ils sont

nombreux à s'interroger sur les raisons de cette prolongation qui ne dit pas son nom.

Joachim Loko

Crise postélectorale

Fulbert Attisso vent debout contre ses pairs de l'opposition

Fulbert Attisso, le président du parti « Togo Autrement » ne décolère pas. Le directeur de campagne de la dynamique Kpodzro s'explique mal l'attitude de ses compères opposants qui prennent plutôt pour cible sa coalition. La Dynamique doit être la solution contre le pouvoir et non un problème pour l'opposition, laisse-t-il entendre dans une tribune.

Pourquoi tant d'acharnement contre la dynamique Mrg Kpodzro ? C'est en effet le titre de la tribune au vitriol de Fulbert Attisso contre anciens amis de l'opposition non membres de la dynamique Kpodzro. Il fustige d'une part les attaques du pouvoir, mais surtout celles venant de l'opposition. « Les critiques au vitriol auxquelles la Dynamique Mgr KPODZRO est l'objet de la part des cadres et militants de l'opposition sont injustes et dénuées de sens. Dans le passé, chaque fois que l'UFC ou l'ANC a déclaré avoir gagné une élection présidentielle et que le parti RPT-UNIR s'est attribué frauduleusement la victoire, la quasi-totalité

des organisations politiques et associatives favorables à l'alternance ont accompagné l'une ou l'autre dans sa revendication. A aucun moment, il n'a été demandé ni à l'UFC en 1998, 2003, 2005 et 2010, ni à l'ANC en 2015 de fournir les preuves de sa victoire ». C'est entre autre interrogation à laquelle s'est livré le président du parti Togo Autrement. Où sont les preuves des victoires précédentes, s'est-il alors demandé. « Les opinions qui cherchent à avilir la Dynamique, à dire qu'elle n'a aucune preuve pour justifier ses prétentions, et de surcroît qu'elle use de mensonges pour occuper l'espace public sont incompréhensibles, surtout

quand elles viennent des cadres de l'opposition ». Poursuit-il et pour lui, tout ceci prouve l'opposition est devenue l'ennemi de l'opposition. « Il est grand temps que l'ensemble de l'opposition retrouve la voie de la raison et comprenne que la Dynamique Mgr KPODZRO n'est pas le problème ; elle est la solution. Elle ne peut pas être la cible de ceux qui luttent pour l'alternance », conclut Fulbert Attisso plus que remonté contre ses collègues de l'opposition. **Fulbert Attisso se déchaine** Dans sa sortie, plutôt que de chercher l'unicité de l'opposition, le président du parti Togo Autrement a tout simplement donné un coup de pied dans la fourmilière.

Fulbert Attisso

Il dénonce non seulement le manque de soutien des autres partis de l'opposition à la sortie de la présidentielle du 22 février, mais il va jusqu'à confirmer les accusations de corruption de ces différents leaders proférées par Mgr

Kpodzro. Cette attitude risque d'exacerber les tensions au sein de l'opposition, ce qui risque de produire l'effet contraire à celui attendu par les membres de la Dynamique Kpodzro.

Archange T. Faré

Optimisation des réformes du climat des affaires, un des chantiers du nouveau mandat présidentiel

Point saillant du dernier quinquennat, l'amélioration de l'environnement des affaires demeure l'une des priorités du nouveau mandat de Faure E. Gnassingbé, placé sous le sceau de

la consolidation des acquis. Le n°1 Togolais qui a initié ces dernières années de multiples réformes structurelles couronnées de succès et de reconnaissance dans les plus grands rapports

internationaux (Doing Business, CNUCED, FDI Intelligence), s'est engagé à optimiser les réformes du climat des affaires et la qualité du partenariat public-privé, en vue de créer plus de richesses dans

l'économie nationale et attirer davantage les investisseurs.

Aussi pour concrétiser sa vision, Faure Gnassingbé opte-t-il pour de

Suite à la page 4

Meurtre de Agbendé-Kpessou Héga à Avédji

La mort de trop !

La mort de Agbendé-Kpessou Héga dit Mohamed, jeune laveur de voiture dans le quartier Avédji Sun City relance le débat sur la série d'assassinats que l'on a enregistrés ces derniers temps dans notre pays. La mort est-elle devenue une chose banale au Togo ? Comment les militaires peuvent-ils abattre froidement un Togolais même fût-il en infraction ? Autant d'interrogations qui taraude les esprits.

Le jeudi 21 mai dernier alors que les Togolais célébraient l'ascension en toute tranquillité, une information lourde et pesante est venue bouleverser cette tranquillité. Il s'agit de l'assassinat par balle et à bout portant du jeune Mohamed. L'information avait fait le tour des réseaux sociaux, on avait cru à une fausse information comme les médias sociaux ont l'habitude de nous la servir mais une vérification nous laisse patois en constatant le sang froid avec lequel Mohamed a été abattu par

une horde de militaires zélés. Le choc est d'autant plus grand que la victime baignait dans le sang. Et dire que ce dernier aurait été selon les informations devant son enfant qui a vécu en live le meurtre de son papa. Un traumatisme à vie pour cet enfant selon les psychologues. C'était le énième assassinat depuis que l'état d'urgence et le couvre-feu a été décrétés en riposte contre la pandémie de la Covid-19.

Une mort de trop

A un peu plus de deux semaines après l'assassinat

du colonel Toussaint Bitala Madjoulba, ex- chef corps du 1er Bataillon d'intervention rapide dans son bureau dans les conditions non encore élucidées (les enquêtes se poursuivent), les Togolais ont encore renoué avec une scène macabre. Un jeune homme dit Mohamed, laveur de moto de son état à bord d'une voiture a été intercepté par deux militaires pour un excès de vitesse. Mais ce dernier n'a pas voulu obtempérer. Une course poursuite s'est alors engagée avant que le jeune ne gare la voiture. Devant le refus du jeune homme de remettre la clef de la voiture, un militaire, selon les rapports a fait sortir un couteau mais le jeune a réussi à arracher le couteau des mains de l'élément du militaire. Il menaçait avec le couteau les militaires ainsi un élément de la Brigade anti-criminalité témoin de la scène a abattu en bout portant Mohamed.

Comment un si banal contrôle de pièces de voiture peut-il tourner au drame ?

Ces derniers temps nous assistons à la récurrence de bavures policières. Hier c'était à Adakpamé, des sévices corporels dont les citoyens sont victimes on en compte beaucoup ces derniers temps. Cette mort tragique de Mohamed, est la goûte d'eau a débordé le vase. Mieux il s'agit d'un assassinat de trop. Cette brutalité doit être bannie car elle ne fait pas bon ménage avec le maintien de l'ordre.

Des soldats qui tirent sur un civil qui ne représente pas un danger en plein thorax, relève d'un acte criminel et on est alors en droit de se demander la nature de la formation qu'a reçue cet élément des forces de sécurité indelicat et voyou. Il urge alors que la hiérarchie militaire planche sérieusement sur ces genres d'assassinats qui malheureusement créés la fausseté entre les forces de sécurité et la population qu'elles sont pourtant sensées protéger. La réprobation quasi unanime que suscite ce drame et les

manifestations violentes qui s'en sont suivies doivent interpeler nos autorités et surtout la hiérarchie militaire sur la nature de la formation des forces de sécurité. Sont-elles formées pour tuer les citoyens pour de simple contrôle de routine ? Dans les curricula de formation, une place de choix devrait être accordée au droit de l'Homme. Ces scènes horribles qui traumatisent le citoyen lambda doivent être bannis et punis sévèrement pour dissuader d'éventuel candidat au meurtre. Abattre froidement un concitoyen qu'on est sensé protéger est un crime et nos forces de sécurité doivent faire preuve de retenue et de maîtrise. C'est cela qui pourra favoriser le vivre ensemble et l'harmonie entre la population et son armée. Dans le cas contraire notre pays notre pays court un grand risque car personne n'est en sécurité avec ces actes ignobles qui relèvent d'un autre siècle.

Tinos

Manifestions à Siou

Bawara appelle à l'apaisement

La disparition du Colonel Bitala Madjoulba a entraîné de vives manifestations dans son village natal de Siou. Le corps de ce haut gradé des Forces armées togolaises mort assassiné dans son bureau est réclamé par les siens, cela donnant lieu à des affrontements entre les manifestants et les forces

de sécurité. C'est finalement un autre cadre de Siou qui a appelé ses frères au calme. « Je ne vois pas à quoi serviraient des agitations et des réactions intempestives », laisse entendre en effet le ministre Gilbert Bawara, appelant au sens d'humilité et au dépassement de soi.

Pour ces manifestants, il leur faut le corps de l'ex

Gilbert Bawara

chef du 1erBIR. Mais pour le ministre, « la prière et le

recueillement pour que l'âme de notre frère repose

en paix et que son inhumation intervienne dans la dignité et le calme ».

Il faut rappeler que les affrontements ont occasionné des blessés surtout dans le camp des manifestants, d'où cette sortie du ministre en Charge de la Fonction publique.

L'enquête sur le meurtre de l'officier n'étant pas encore aboutie, suscite la réaction des tons accusateurs qui dénoncent une manipulation.

R.T.

Optimisation des réformes du climat des affaires, un des chantiers du nouveau mandat présidentiel

Suite à la page 4

nouvelles mesures incitatives. Sont ainsi annoncées, l'opérationnalisation complète de l'Agence de promotion des investissements et de la zone franche (API-ZF), le déploiement de « E-justice » pour sécuriser davantage les investissements et la mise en place d'un cadastre numérique.

Comme il l'a décliné au cours de sa campagne, le Chef de l'Etat envisage d'instaurer un seuil minimum de sous-traitance réservée aux entreprises togolaises à travers la réforme des règles de passation des marchés ainsi qu'une réduction du coût des facteurs de production

avec les grands projets phares en cours dans les secteurs de l'énergie, de l'eau et des télécoms.

Également mis en avant au cours du précédent exercice, l'engagement envers la jeunesse et la femme togolaise en tant qu'acteurs de la croissance économique se poursuivra. Faure Gnassingbé entend à cet effet optimiser l'initiative d'attribution de 25% de la commande publique aux jeunes et femmes entrepreneurs, et dérouler une politique de promotion d'incubateurs de créativité (à l'image du Nunya Lab) et d'actionnariat local dans tous les projets développés en PPP. Des initiatives seront mises en œuvre dans ce sens pour la création rapide d'un statut de Zone franche pour

ces derniers et de promotion de la production locale.

Un autre acteur majeur dans l'amélioration du climat des affaires et de la croissance économique du pays sera également pris en compte par le leader togolais : la Diaspora. Faure Gnassingbé s'est engagé à prendre de nouvelles dispositions qui faciliteront les démarches de création d'entreprises aux Togolais de l'Extérieur. Dans cette veine, il est annoncé la mise en place d'un Fonds spécial de soutien aux projets innovants et inventifs ainsi qu'aux entreprises en croissance des Togolais de la diaspora.

Ainsi qu'il l'a annoncé un mois plutôt, « le Togo est résolument déterminé à adopter une série de

Faure Gnassingbé

réformes pour rendre son environnement plus attractif, mobiliser davantage d'investissements

et de réaliser une forte croissance économique à moyen terme ».

Chers Opérateurs économiques, la patente est **désormais supprimée (0 fcfa)** pour vos deux premières années d'exercice.

Office Togolais des Recettes - OTR

Dépistage systématique de tout canton répertoriant une dizaine de sujets infectés

Nouvelle approche dans le combat contre le Coronavirus au Togo

Désormais, tout canton du pays où le nombre de sujets infectés avoisine dix (10) sera soumis à un dépistage. C'est l'une des dernières fortes recommandations faites par le Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé à la

Coordination nationale de la gestion de la riposte contre le Covid-19 (CNGR).

Cette nouvelle mesure s'applique également à tout le milieu carcéral où les tests ont d'ailleurs déjà débuté notamment à Lomé et Tsévié. L'objectif est de permettre au

gouvernement et aux autorités sanitaires de connaître rapidement le statut sérologique des populations afin de briser la chaîne de contamination sur toute l'étendue du territoire national. En outre, un dépistage massif est prévu

dans les prochaines semaines, et le dispositif est d'ores et déjà en train de se mettre en place.

Depuis le 06 mars dernier et la survenue de l'épidémie

sur le territoire national, le Président de la République s'est directement impliqué dans la riposte nationale au virus et en a fait la priorité n°1 de son nouveau mandat.

150 Togolais rapatriés de France et du Koweït

150 citoyens togolais bloqués hors du Togo en raison de la fermeture des frontières ont regagné Lomé ce weekend via des vols spéciaux en provenance de Paris et Koweït City.

Ces derniers ont aussitôt été pris en charge et placés en quarantaine par les autorités sanitaires, conformément aux protocoles mis en place par le Togo dans le cadre de la

lutte contre la propagation du virus.

« D'autres dispositions sont en cours en vue de rapatrier les autres compatriotes bloqués hors des frontières togolaises dans cette situation de crise sanitaire », a indiqué le ministère des Affaires étrangères, remerciant au passage les gouvernements français et koweïtiens pour leur collaboration dans le cadre de ce rapatriement.

Covid-19

10 000 masques pour la Police Nationale

Les ressortissants chinois au Togo ont offert lundi un lot de matériel de protection à la Police Nationale. Le don, constitué de 10 000 masques chirurgicaux et plusieurs thermoflashes, est destiné à « aider davantage les forces de police dans leur mission tout en se protégeant efficacement du Coronavirus ».

Quelques jours plus tôt, c'est le gouvernement chinois qui a remis des équipements de fabrication locale de masque aux autorités, afin d'augmenter la capacité de production nationale.

La communauté chinoise s'est installée dans notre pays ces dernières années à la faveur du développement économique entre les deux pays.

Burundi

Évariste Ndayishimiye déclaré vainqueur de l'élection présidentielle

La Commission électorale nationale indépendante a proclamé lundi le candidat du parti au pouvoir au Burundi, Évariste Ndayishimiye, vainqueur de l'élection présidentielle du 20 mai.

Évariste Ndayishimiye, le candidat du parti au pouvoir au Burundi, a été proclamé, lundi 25 mai, vainqueur de l'élection présidentielle par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), avec 68,72% des voix. Celle-ci avait jusqu'ici publié des résultats partiels qui lui accordaient une très large avance sur ses adversaires. Les chiffres définitifs seront rendus publics le 4 juin.

Le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, a été donné large vainqueur des élections présidentielle, législatives et communales, selon les résultats partiels des 119 communes du pays publiés depuis jeudi par les médias burundais.

L'opposition dénonce le pouvoir de "tricherie"

Âgé de 52 ans, le général Ndayishimiye doit ainsi succéder au président Pierre Nkurunziza. Au pouvoir depuis 2005, celui-ci avait décidé de ne pas se représenter pour un quatrième mandat, et l'avait adoubié comme son

"héritier".

Le principal candidat de l'opposition, Agathon Rwaswa, président du Conseil national pour la liberté (CNL), a déjà qualifié ces résultats de "fantaisistes" et accusé le pouvoir de "tricherie" et de "pure manipulation".

Crise politique

Depuis la crise politique de 2015, déclenchée par la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé, le Burundi est sous le coup de sanctions de ses principaux bailleurs de fonds, à l'instar de l'Union européenne, la Belgique, ou encore l'Allemagne. Cette crise politique a fait au moins 1 200 morts et poussé quelque 400 000 Burundais à l'exode.

S'émanciper de la tutelle de Nkurunziza

Considérant le général Évariste Ndayishimiye comme plus conciliant que son prédécesseur, Pierre Nkurunziza, la communauté internationale semble prête à s'accommoder du nouveau président burundais. Même si, en tant que secrétaire général du CNDD-FDD depuis 2016, il n'a pas empêché les violations des droits de l'Homme.

Reste aussi à voir comment "Neva", son surnom, saura s'émanciper de la tutelle de Pierre Nkurunziza, élevé au rang de "guide suprême du patriotisme" en février par l'Assemblée nationale, et qui restera le président du très influent Conseil des sages du parti.

Opération militaire conjointe Côte d'Ivoire-Burkina

Une base terroriste neutralisée

Le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire mènent, depuis le 13 mai 2020, une opération conjointe de sécurité dénommée « Comoé » dans la zone frontalière entre les deux États. Cette opération a pour objectif, selon les patrons des deux armées, le démantèlement des bases d'un groupe terroriste qui tente de s'implanter entre les deux pays. Selon les chefs d'état-major des armées des deux pays, cette opération, la première du genre entre les deux armées, a été un succès.

Cette opération conjointe entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso mobilise des troupes et des moyens aériens des deux pays. C'est d'ailleurs par des frappes aériennes surprises que l'assaut contre une base des groupes armées terroristes a été lancé.

Ce groupe armé terroriste, selon nos sources, tentait de

Les militaires burkinabé en opération

s'installer dans le village de Alidouougou, en territoire burkinabé, à moins de dix kilomètres de la frontière avec la Côte d'Ivoire. Selon un bilan provisoire, huit terroristes ont été neutralisés et une trentaine de suspects interpellés par les forces armées burkinabé et ivoiriennes. Une base terroriste a été détruite et un lot de matériels composé d'armements, munitions, téléphones portables, matériels informatiques et des motocyclettes, a été saisi.

Selon une source proche de l'état-major général des armées burkinabé, toutes les zones identifiées comme pouvant servir de refuge dans la forêt de la Comoé ont fait l'objet de fouille. L'objectif est d'empêcher qu'une faction terroriste s'installe durablement sur cette bande frontalière commune aux deux pays. Cette source assure que cette opération se poursuivra jusqu'au démantèlement complet du groupe terroriste, qui tente de s'y installer.

Plusieurs Coronavirus chez les volailles

C'est ce qu'a révélé mardi Dr Amir Ben-David, Vétérinaire, spécialiste en pathologie aviaire lors d'une conférence en ligne depuis Israël. "Chez les volailles, plusieurs coronavirus sont connus notamment le coronavirus de la bronchite infectieuse (IBV) connu depuis très longtemps, le TCov chez la dinde et le Gf-Cov chez la pintade", a-t-il indiqué. Il explique que les coronavirus sont une famille regroupant de nombreux virus qui touchent plusieurs espèces animales. De façon générale et pour diminuer le risque

d'infection des poulaillers, le conférencier a conseillé 4 principes :

Un seul âge une seule espèce

Ceci suppose de séparer les poulets de chairs des pondeuses, les poussins des poulettes et des adultes.

Écartement - distance entre poulaillers

Ceci dépend de la Topographie, de la masse biologique (importante dans les grands élevages), des souches de volaille, du nombre de cycles d'élevages par année.

Ce principe est important pour éviter la diffusion

des pathogènes surtout par le vent.

L'Hygiène des élevages

Il recommande de mettre les grillages autour des fermes, de ne pas mettre d'entrepôt autour de la ferme, de prendre des douches à chaque fois qu'on sort de l'élevage, et de mettre en place des pédiluves.

Il est aussi important de faire du nettoyage - désinfection des fermes et pratiquer le vide sanitaire.

Programme de vaccination

Il recommande de faire vacciner les poulets. Pour faire et réussir la vaccination, il faut prendre en compte les

maladies existantes dans le milieu et surtout de la souche et d'avoir un programme fiable de vaccination.

L'initiative de cette conférence en ligne vient de MASHAV agricultural Training Center (MATC) autour du thème : "Pathogène et biosécurité dans l'élevage avicole,

Covid19 et confinement- ressemblance et différence".

Plusieurs stagiaires africains dont togolais sont déjà passés par ce centre et formés sur les meilleures techniques agricoles modernes qu'ils implémentent au retour dans leur pays respectif.

Les fraises, l'autre culture d'avenir

On a tendance à croire que la culture des fraises ne marcherait pas en Afrique. L'expérience réussie depuis 6 ans du jeune Burkinabè, Razack Belemngre démontre tout le contraire. "Certains disent qu'il n'est pas possible de produire les fraises au Burkina, mais c'est faux. La preuve, moi je l'ai appris de mes deux parents qui savaient déjà bien le faire et ça marche," raconte Razack à agridigitale.net. La culture de fraise est

simple avec un cycle de 6 mois du repiquage jusqu'à la récolte. Elle est cependant exigeante en eau et un sol bien riche, de préférence un sol argileux et non sableux. Le marché est là, mais l'offre ne répond pas. Razack Belemngre rêve aujourd'hui de passer à une production sous serre afin de pouvoir produire toute l'année sans contrainte climatique.

Avec une production annuelle de 46 tonnes sur une superficie de 2 hectares située à

Roumtenga (20km au Centre-Sud de Ouagadougou), le marché actuel de Razack se répartit comme suit: Côte d'Ivoire (70%); Burkina Faso (10%); Niger (10%); Togo (5%); Bénin (4%) et le Ghana (3%).

La consommation de fraise est dans les habitudes de consommation. La demande est là, mais l'offre est faible.

"Pour mieux répondre à la demande sans cesse grandissante, j'envisage le renforcement de

capacité de la production à travers l'augmentation des sites de production et d'irrigation," planifie le jeune agriprenneur.

Le passage à l'échelle demeure l'unique préoccupation de Razack. Il a l'ambition de créer de la valeur ajoutée en transformant sur place ses fraises pour éviter les pourritures en

ces temps de Covid19 où les frontières sont fermées.

Farouche militant de l'agroécologie, Razack est aujourd'hui convaincu que l'Afrique dispose de tous les potentiels pour faire pousser toutes les graines du monde. L'Afrique, c'est bien l'avenir du monde. Lancez-vous !

Le Togo a importé 23 milliards de volailles congelées

C'est ce qu'indique le rapport économique financier et social au sujet des importations du Togo au titre du premier semestre 2019. "Des Etats-Unis, le Togo a principalement importé les Volailles entières, congelées d'un montant de 23,9 milliards de FCFA", indique le rapport.

Durant la même période, le Togo a importé de la Chine les "Motocycles et cycles à moteur auxiliaire avec ou sans side-car" pour une valeur de 13,3 milliards de FCFA et de la France des "Médicaments" présentés sous forme de doses ou conditionnés pour la vente

au détail" d'une valeur de 15,1 milliards de FCFA.

Globalement, au premier semestre 2019, la Chine est le premier fournisseur du Togo avec 114,2 milliards de FCFA pour une part relative de 19,7% de la valeur des importations contre respectivement 99,6 milliards de FCFA et 19,5% au premier semestre 2018.

Elle est suivie des Etats-Unis avec 49,8 milliards de FCFA contre 21,4 milliards de FCFA.

La France est le troisième fournisseur du Togo avec 44,0 milliards de FCFA, soit une part relative de 7,6% contre respectivement 46,0

milliards de FCFA et 9,0% au premier semestre 2018.

Par ailleurs, les importations du Togo en provenance des Etats membres de l'UEMOA au cours du premier semestre 2019 sont de 19,6 milliards de FCFA, en baisse de 14,4% par rapport à la même période de 2018.

La Côte d'Ivoire demeure le premier fournisseur du Togo dans l'Union avec 7,6 milliards de FCFA contre 10,9 milliards de FCFA au premier semestre 2018.

Elle est suivie du Sénégal avec 4,7 milliards de FCFA contre 4,3 milliards de FCFA au premier semestre 2018.

Au niveau de la CEDEAO,

les importations ont régressé de 44,6% en se fixant à 52,4 milliards de FCFA au premier semestre 2019 contre 94,5 milliards de FCFA au premier semestre 2018.

Le Nigeria est le premier fournisseur du Togo dans la CEDEAO avec 17,8 milliards de FCFA contre 46,4 milliards de FCFA au premier semestre 2018.

Elle est suivie du Ghana avec 15,0 milliards de FCFA contre 25,1 milliards de FCFA au premier semestre 2018.

Quid des exportations ?

Le "Coton (à l'exclusion des linters), non cardé ni peigné" est le premier

produit d'exportation du Togo avec une valeur de 35,8 milliards de FCFA, soit une part relative de 15,1% de la valeur totale des exportations contre respectivement 26,4 milliards de FCFA et 10,4% à la même période de 2018.

Les produits "Phosphates naturels de calcium, phosphates aluminocalciques naturels et craies phosphatées" sont le deuxième produit d'exportation du Togo avec 25,8 milliards de FCFA contre 22,1 milliards de FCFA au premier semestre 2018.

Source : agridigitale.net

PRÉCAUTIONS POUR ÉVITER LE CORONAVIRUS

MESSAGE DE TOGO TERMINAL FILIALE DU GROUPE BOLLORE

TOGO TERMINAL LOMÉ

Se laver fréquemment les mains à l'eau et au savon ou avec une solution à base d'alcool.

Éviter de cracher et de se moucher sur le sol.

Se couvrir la bouche et le nez avec un masque médical, un mouchoir en papier ou le creux du bras lorsqu'on tousse ou éternue; puis jeter le masque ou mouchoir et se laver les mains.

Si l'on porte un masque facial, s'assurer de bien couvrir la bouche et le nez ; éviter de toucher le masque qui est en place, le jeter immédiatement après utilisation s'il est à usage unique, et se laver les mains aussitôt après.

Éviter tout contact étroit non protégé avec des personnes ayant la fièvre et la toux et consulter un médecin en cas de fièvre, toux et difficultés respiratoires.

En cas de maladie pendant le voyage, informer le conducteur ou l'équipage consulter un médecin sans tarder et partager ses antécédents de voyage.

Éviter tout contact direct non protégé avec des animaux sauvages ou d'élevage et des surfaces en contact avec des animaux.

NUMÉROS VERTS

+228 22 22 20 73 / 91 67 42 42